Christian Agbobli, dir., *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social*

Québec, Presses de l'université du Québec, coll. Communication, 2009

Sophie-Hélène Goulet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2837>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2837

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2011

Pagination : 366-367

ISBN : 978-2-8143-0084-2

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Sophie-Hélène Goulet, « Christian Agbobli, dir., *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social* », *Questions de communication* [En ligne], 19 | 2011, mis en ligne le , consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2837>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Christian Agbobli, dir., *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social*

Québec, Presses de l'université du Québec, coll. Communication, 2009

Sophie-Hélène Goulet

RÉFÉRENCE

Christian Agbobli, dir., *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social*, Québec, Presses de l'université du Québec, coll. Communication, 2009, 265 p.

- 1 *Quelle communication pour quel changement ? Les dessous du changement social* est l'aboutissement d'une vingtaine de textes portant sur la place de la communication dans le changement social et traite du sujet de manière théorique autant que critique. La notion de changement est donc fortement présente dans toutes les contributions de l'ouvrage. En effet, la communication se manifeste de plusieurs façons, tant d'un point de vue théorique que technologique, culturel ou encore international. Quelle est donc la place de la communication au cœur des différents bouleversements vécus par la société actuelle ? L'ouvrage est composé de quatre parties. La première aborde un contenu tout à fait théorique et permet de cerner certaines approches tels que l'apport de l'école de Francfort ou encore celui des *Cultural studies*. « Les penseurs de l'école de Francfort ont été les premiers à introduire la pensée critique dans le champ des études consacrées à la communication » (p. 43). Un regard critique général avait alors été porté par rapport à l'État ainsi que l'évolution des sociétés. Avec les *Cultural studies* la critique atteint un autre niveau : il ne s'agit plus simplement de la production puis de la consommation des biens culturels, mais bien de la réception ou des pratiques par les membres des classes populaires : « Plus précisément, la culture est appréhendée

comme un processus global par lequel les significations sont socialement et historiquement construites » (p. 33).

- 2 La seconde partie s'intéresse aux différentes approches théoriques de la communication, les nombreuses mutations et enjeux engendrés par les TIC. Tout d'abord, le *Web 2.0* se caractérise principalement par la prise de pouvoir des internautes. Ainsi ce phénomène « et son articulation autour de la notion de *user generated content* suscite[-t-il] un engouement considérable et redonne[-t-il] à certains observateurs de l'espoir quant aux impacts sociaux bénéfiques des TIC numériques » (p. 63). Cette manifestation serait au centre des évolutions sociales et permettrait la démocratisation et, surtout, la multiplication des expressions culturelles par son approche participative. Elle favorise une meilleure production, diffusion et promotion des contenus. Néanmoins, Fabien Granjon, dans « Une critique de l'égalitarisme numérique » (pp. 89-97), présente la notion de « fracture numérique » censée repenser une nouvelle forme d'inégalité dans les sociétés dites « de l'information ». Les TIC ne sont en rien le garant d'un changement social, de même que l'accès à celui-ci n'est pas forcément lié à leur usage. « Si la fracture numérique est donc le problème, la solution serait la solidarité numérique » (p. 128), tel que cela a été énoncé par Ndiaga Loum. Ce projet de « solidarité numérique » pourrait se transcrire par la mouvance d'une toute autre mondialisation « qui creuse au lieu de combler les écarts entre riches et pauvres, entre Sud et Nord, mais aussi à l'intérieur même du Sud et du Nord ? » (p. 131).
- 3 La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse aux approches médiatiques et culturelles. Linda Lanbadji présente la notion de changement à travers « les enjeux de la médiatisation transnationale du religieux dans les pays arabophones » (p. 146). En effet, depuis le début des années 2000, le nombre de programmes et de chaînes religieuses n'a cessé d'augmenter. Un nouveau genre de discours religieux a engendré une grande ferveur auprès du public. « Ces émissions et ces chaînes sont par conséquent les produits de l'hybridation des programmes, « fruit » de la rencontre entre le modèle us et les réalités culturelles locales » (p. 146). Néanmoins, qu'apporte ce changement ? La réception d'un programme n'est pas conséquence de changement social. Par leur article intitulé « Médias et Identité. Et si on parlait du « Nous » des Québécois ? » (pp. 159-175), Christian Agbobli et Catherine Bourassa-Dansereau se penchent sur la question des « accommodements raisonnables », véritable débat public et fortement médiatique basé sur la construction d'un discours sur l'identité au Québec. Ce débat concernait des faits divers qui ont fait l'actualité à partir de 2006 et qui ont été abordés « sous l'angle des accommodements raisonnables ». Il appert de rappeler que « les accommodements raisonnables sont une situation de compromis substantiel entre un employeur et une personne dans le but d'éliminer toute situation de discrimination directe » (p. 163). Or, tous les cas et demandes touchant un membre d'une communauté culturelle ont été exposés sous l'angle d'un accommodement raisonnable, ce qui ne correspond pas à sa définition première. « La recherche d'une « société distincte » est-elle un premier pas vers un repli identitaire ? » (p. 164). Le 8 février 2007, le Premier ministre du Québec, Jean Charest, annonce la création de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles qui sera présidée par Gérard Bouchard et Charles Taylor. « Même s'il semble incertain que cette commission ait pu régler la délicate et sempiternelle question du rapport à « l'Autre », elle a réussi à publiciser (dans le sens de rendre public) les interrogations et le sentiment d'inconfort des « Québécois de souche » face aux requêtes de certaines

« minorités visibles » » (p. 163). Ainsi la relation avec « l'Autre » demeure-t-elle une composante incontestable de l'identité québécoise. Par le biais de son article « Repenser les contributions des médias à l'insertion des immigrants » (pp. 177-190), Farrah Bérubé propose une intéressante solution vers le « vivre-ensemble ». L'insertion des immigrants s'effectue par le biais de trois processus distincts : l'adaptation, l'intégration et l'acculturation. Certains travaux ont déjà fait état que les immigrants se considèrent inadéquatement représentés dans les médias au Québec, tant en terme de quantité que de qualité de l'image campée. L'auteur propose les médias comme étant, tout d'abord, un agent d'information, puis un agent d'insertion linguistique et, finalement, un agent de socialisation. « Ils offrent une situation non stressante de premier contact avec l'Autre et représentent des occasions de rencontres avec les natifs » (p. 187). Auteur de l'article intitulé « Hybridation culturelle en espace insulaire créolophone et francophone » (pp. 205-216), Olivier Pulvar évoque les cultures à l'heure des communications médiatisées. Il faut « penser la communication à partir du territoire » (p. 215). Les cultures sont transposées sous forme de consommation qui renvoie à de nouvelles formes de production et de propagation des identités. Les médias occupent une place considérable dans la présentation, représentation et communication sur les cultures.

- 4 La dernière partie de l'ouvrage examine les approches francophones en matière de recherche en communication. Longtemps marginalisée, la francophonie détient pourtant des recherches et méthodes propres à la communication. La confluence de plusieurs territoires composant le monde francophone amène à penser la recherche d'un point de vue interculturel « car penser la communication aujourd'hui et ses nouveaux défis, c'est la penser dans ses relations avec l'identité et la culture prises dans la matrice de mondialisation » (p. 240). La circulation des individus et l'avènement d'une culture dite mondiale engendre le besoin de défendre l'identité culturelle, linguistique et même régionale. Les interactions entre médias, identité culturelle et territoire mènent à penser la construction d'énoncés médiatiques, ce que Nathalie Antiope appelle « l'ethno-discours ». Bien que la notion de changement ne soit pas nouvelle, cet ouvrage l'étudie sous l'angle de perspectives novatrices. La communication étant fondée sur un processus d'interaction, de mise en relation d'individus dont l'aboutissant est l'échange et le partage, communication et changement social seraient donc inséparables.

AUTEURS

SOPHIE-HÉLÈNE GOULET

CREM, université Paul Verlaine-Metz
sophieheleneg@hotmail.com